



Les SUP sont des « limitations administratives au droit de propriété autorisées par la loi au bénéfice de personne publique, ou des personnes privées, des concessionnaires de services ou de travaux publics ». Instituées par une autorité publique, elles ont le pouvoir d'interdire à toutes personnes d'enfreindre ces spécifications.

Affectant directement les droits du sol, ou son caractère constructible, les SUP sont dressées par décret en Conseil d'État. Aux termes de ce même article, les SUP sont intégrées dans les documents d'urbanisme. Les plans locaux d'urbanisme ainsi que les cartes communales doivent comporter en annexe, ces servitudes d'utilité publique qui affectent l'utilisation du sol selon l'article L.151-43.

Les servitudes sont représentées de façon schématique.
Pour plus de précision, se référer aux documents officiels en se rapprochant des services gestionnaires.

Contraintes d'aménagement Commune de Aillant-sur-Milleron



Servitudes (voir fiche jointe)

-  A4 - Cours d'eau non domaniaux (non cartographiés)
-  Init1 - Cimetières
-  T7 - Relations aériennes : servitude à l'extérieur des zones de dégagement (ZD) (concerne tout le territoire)



Envoyé en préfecture le 14/04/2023

Reçu en préfecture le 14/04/2023

Publié le

N° INSEE : 45002

ID : 045-200067676-20230411-PLUIH_ENVOI15-DE



Commune de AILLANT-SUR-MILLERON

Communauté de communes : Des Canaux et Forêts en Gâtinais

Données
Numériques

Plan des
gestionnaires

A4	Entretien des cours d'eau non domaniaux	X	Le Milleron Ruisseau des Philiberts Fossé des Prés de Vilottes Fossé des Piolets Fossé de la commune d'Aillant-sur-Milleron Rû des Pierres GESTIONNAIRE : DDT45/SEEF		
INT1	Servitudes relatives au voisinage des cimetières	X	cimetière communal GESTIONNAIRE : EPCI	X	X
JS1	Servitudes de protection des installations sportives		GESTIONNAIRE : DDJSCS		
T7	Servitudes établies à l'extérieur des zones de dégagement	X	Dégagement extérieur de l'aérodrome d'Orléans - Bricy. Altitude maximale des obstacles massifs limitée à 272 NGF. Arrêté interministériel du 30 novembre 1979. GESTIONNAIRE : DGAC		